

Ronald Selbonne :

Tête de liste aux régionales de l'ANG - Un des portes paroles de l'ANG

“Nous devons créer un Grand Konvwa du Peuple Guadeloupéen pour un changement qualitatif de nos rapports avec la France”



Le nouveau bureau de l'ANG

LPS : Quel est l'intérêt de cette officialisation de l'ANG avec ce congrès fondateur alors que vous existiez déjà ?

Ronald SELBONNE : Ce congrès fondateur de la nouvelle ANG est un congrès « administratif » Il nous fallait pour respecter la loi sur les partis politiques et la transparence financière de la vie politique transformer notre rassemblement non déclaré de militants nationalistes en organisation politique officielle. Cela nous donnera les moyens d'imposer durablement l'ANG dans le paysage politique guadeloupéen, lequel paysage, *ki nou vé ki nou vé pa*, est régi et conditionné par les lois françaises. Ainsi, nous pourrons recevoir des dons tout au long de l'année, et pas seulement en période électorale. Des dons qui nous permettront, certes de financer nos futures campagnes électorales mais aussi et surtout de développer nos actions citoyennes et économiques.

Notre charte indique clairement notre volonté de prise du pouvoir et que nous devons marcher sur deux jambes : la jambe électorale et la jambe citoyenne. Maintenir cet équilibre organisationnel est le plus sûr moyen de ne pas tomber dans l'électorisme, c'est-à-dire dans une vision borgne qui considère que la politique se

réduit à une accumulation de postes électifs. Cette nouvelle étape nous permettra aussi d'assurer un déploiement dans les communes, au plus près des préoccupations des Guadeloupéens.

LPS : Vous avez annoncé dans 4 mois un autre congrès. Pourquoi si près du premier ?

Ronald SELBONNE : Ce passage administratif obligatoire opéré, nous nous donnons rendez-vous dans 4 mois pour un deuxième congrès, qui sera lui un congrès politique. Ce IIème congrès sera l'occasion pour l'ANG d'adopter un texte important : « Orientations et stratégies politiques. Voies et moyens de la construction nationale et de l'émancipation du peuple guadeloupéen ». L'objectif, au-delà du titre programmatique est de répondre aux questions suivantes : où se situe l'ANG dans l'histoire du mouvement national ? Quelle est sa singularité ? Analyse des forces politiques en présence aujourd'hui ? Quelle stratégie de conquête du pouvoir ? Quelle analyse sociale (classes sociales et catégories sociales) ? Quels rapports avec les autres organisations, en particulier les syndicats ? Comment amener un mouvement large vers l'autonomie ? Quelle vision économique ? Quelles sont les forces émancipatrices sur lesquelles s'appuyer ? Que dit l'ANG de l'économie

de marché, du capitalisme ? Quels sont les fondements de la société souhaitée (démocratie ou « dictature du prolétariat ») ? Rôle et limites des élections ? Comment gérer le pouvoir électoral et nos futurs élus ? Quelles alliances électorales ? Quel programme communal pour ne pas tomber dans la simple intendance ? Comment parvenir au Lyannaj politique exprimé dans notre charte fondatrice ? Comment concilier moyens de lutte et projet politique ? Quelle est la place de la culture dans le processus de construction nationale ? Rôle de la jeunesse ?

LPS : Ronald Selbonne sera-t-il le candidat surprise des prochaines législatives, dans la circonscription détenue par l'actuel député Olivier Serva qui comprend votre terre marie-galantaise ?

Ronald SELBONNE : Ce serait une grande surprise mais je n'ai pas de libido législative. Plus sérieusement, il n'y a aucun tabou aucun dogme immuable à l'ANG.

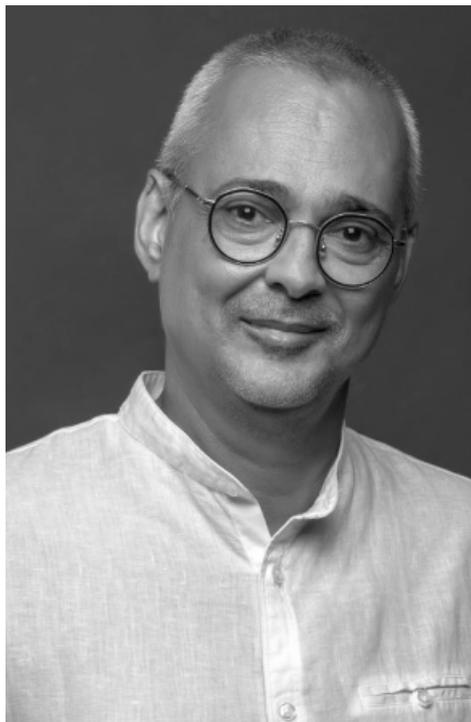
Pour le moment, l'urgence est de consacrer notre énergie à la transformation de la vie politique en Guadeloupe. Il faut d'abord augmenter le taux de nationalisme dans la conscience des Guadeloupéens. Et pour cela, nous devons dépasser le cadre

obsolète de la départementalisation et doter notre pays d'un statut qui convienne à notre réalité historique et culturelle et à nos intérêts économiques. Le statut, en tant que contrainte normative et symbolique du cadre socio-historique crée conscience collective et comportements individuels, d'où l'urgence d'avoir au plus vite un statut nous permettant de produire nos propres normes, nos lois-pays. Rosan Girard a bien expliqué comment le rapport des fonctionnaires guadeloupéens à la chose publique a changé quand ils n'ont plus été payé par le conseil général mais par l'état (1946). L'état-payeur, à 8.000 km, a été perçu, alors comme une étrangeté, un « yo », alors que le conseil général, c'était « nou ». Et cela a produit des dérives dans la relation fonctionnaire – autorité. Cet exemple peut s'étendre à toute la société : changer les « conditions matérielles » pour nous mettre sur la voie d'un autre « état d'esprit », d'une conscience guadeloupéenne.

Les élections, quelles qu'elles soient, sont des moyens au service de la Cause nationale et non une fin en soi. En 18 mois d'existence (renaissance de l'ANG en juillet 2020), nous avons bousculé tant de dogmes du nationalisme guadeloupéen qu'il nous faut veiller à maintenir, tout à la fois, un équilibre interne et externe (les traditions ont la vie dure). De toutes façons, nous ne pourrions faire l'économie d'une pensée politique neuve qui tient compte du réel et non de slogans qui tournent comme des toupies.

LPS : Vos comptes de campagne des régionales ont été validés. C'est une satisfaction ?
Ronald SELBONNE : Satisfaction pour l'ANG et toutes les organisations qui composaient la liste NOU. L'extraordinaire mobilisation militante a permis, comme nous l'avions souhaité, que pour cette première participation électorale, nous échappions au remboursement de nos frais par l'état français. C'était un point politico-symbolique qui nous tenait à cœur. Nou rivé, sa vé di nou pé si nou vlé ! C'est la première fois dans l'histoire politique de la Guadeloupe qu'une liste présentait un si grand nombre de dons, au point que les enveloppes officielles étaient trop petites pour contenir les documents à envoyer à la commission des comptes de campagne. C'est le signe que NOU a suscité un immense espoir.

LPS : Il se dit que vous avez été écarté du collectif en lutte contre le pass vaccinal et l'obligation vaccinale ? Selon nos informations, on vous aurait empêché de parler alors qu'Akiyo, organisateur du déboulé vous donnait la parole ?
Ronald SELBONNE : Vous êtes bien informés à ce que je vois. Il faudrait poser la question



Ronald SELBONNE

aux « écarteurs ». **Ce que je constate, c'est que l'ANG a bousculé, par sa modernité, ceux qui vivaient sur une sorte de rente historique et qui se croyaient seuls dépositaires du « révolutionnarisme » guadeloupéen. Tant pis !**

Nous avons opté pour une ligne de conduite : ne pas faire de déclaration publique qui creuserait davantage le fossé... pour le moment ! L'ANG a choisi de Konstwi Gwadeloup, c'est un chemin difficile, et cela prend toute notre énergie. Notre choix dans ce dossier du Covid a été dès le départ de trouver une solution guadeloupéenne à un problème guadeloupéen, car en réalité si aujourd'hui nous nous trouvons à réclamer une « dérogation » à la loi française, c'est parce que nous avons, en tant que peuple, confirmé, depuis 1946, notre intégration départementaliste à la nation française. La seule solution durable et logique est une demande de dérogation globale institutionnelle, c'est-à-dire un changement de statut nous permettant de sortir de l'irresponsabilité collective. S'agissant de l'épisode avec Akiyo, cela s'est passé au mois de novembre. Akiyo voulait qu'on explique, en fin de déboulé, notre protocole sanitaire, proposé depuis décembre 2020 (c'est dire que l'ANG a été la première organisation à s'occuper en responsabilité de cette histoire de Covid !), et mis à jour régulièrement. D'autres organisations et personnalités du Collectif, présentes pourtant lors de la préparation le jeudi, ont décidé le samedi de nous interdire de micro. Akiyo s'est excusé auprès de l'ANG. Dont acte. Cette mésaventure est en droite ligne de comportements que nous avons observé depuis notre « apparition » en juillet 2020. Ainsi, nous avons demandé à rencontrer, pour que nous puis-

sions nous présenter, toutes les organisations patriotiques. L'UPLG, le SPEG, le KSG, le PCG, le CIPPA nous ont reçu. Une demande a été faite à Elie Domota en personne. *Yo pa lévé nou digad.* C'est juste un fait vérifiable, et nous n'étions pas encore dans la période de tension sociale autour du Covid ! Mé Nou pa ni tan a pèd, jakata, nou ka fè sa nou ni ou fè !

LPS : Comment faire pour que vos idées deviennent majoritaires ?

Ronald SELBONNE : Dans les deux années qui viennent, nous devons créer un **Grand Konvwa du Peuple Guadeloupéen, c'est-à-dire une vaste mobilisation populaire pour un changement qualitatif de nos rapports avec la France sous le signe de l'émancipation et de la responsabilité.**

Et c'est possible, avec l'alliance des trois forces, telle que l'a théorisé Rosan Girard : ceux qui sont compétents, ceux qui sont honnêtes et ceux qui veulent un changement (pour cette dernière catégorie, je me permets de reformuler en disant : ceux qui ne veulent pas accepter la disparition du peuple guadeloupéen). Aussi, nous allons poursuivre le travail avec le groupe d'organisations patriotiques (UPLG, Alyans pou Gwadeloup, FKNG, CIPN, MIR) qui a déjà débouché sur l'adoption d'une charte, et aussi le CIPPA avec qui nous avons entamé, depuis décembre, une série de rencontres. L'objectif politique est d'aboutir à un **projet guadeloupéen**. Le politique doit reprendre le pouvoir, le politique doit reprendre la main, le politique doit donner le tempo car pwoblèm a Gwadeloup sé on pwoblèm politik. **Concernant plus spécifiquement l'ANG, elle doit se faire connaître du peuple dans chaque commune.** Il faudra investir le champ communal dans tous les domaines ; et aussi prendre des **initiatives économiques fortes car un peuple qui n'a pas le pouvoir sur sa terre et son économie n'a en réalité aucun pouvoir sur son présent et son devenir.** Sans contrôle de la terre et de l'économie, nous ne pourrions produire que du bavardage idéologique et de l'impuissance collective, sans possibilité de recourir à un quelconque bwabandé miraculeux.

Alors, je ne sais pas si nos idées seront majoritaires, mais nous aurons fait notre part. Si le peuple n'a pas toujours raison, contrairement à ce que dit l'adage, en démocratie (même imparfaite) il a toujours le dernier mot. L'Histoire jugera si l'ANG a pu convaincre le peuple guadeloupéen que se pose pour les 20 prochaines années la question de son existence même. *Nou komansé, nou la, nou ké kontinyé é sa ki fèt bèl !*

Propos recueillis par
DURIZOT JOCELYN